



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

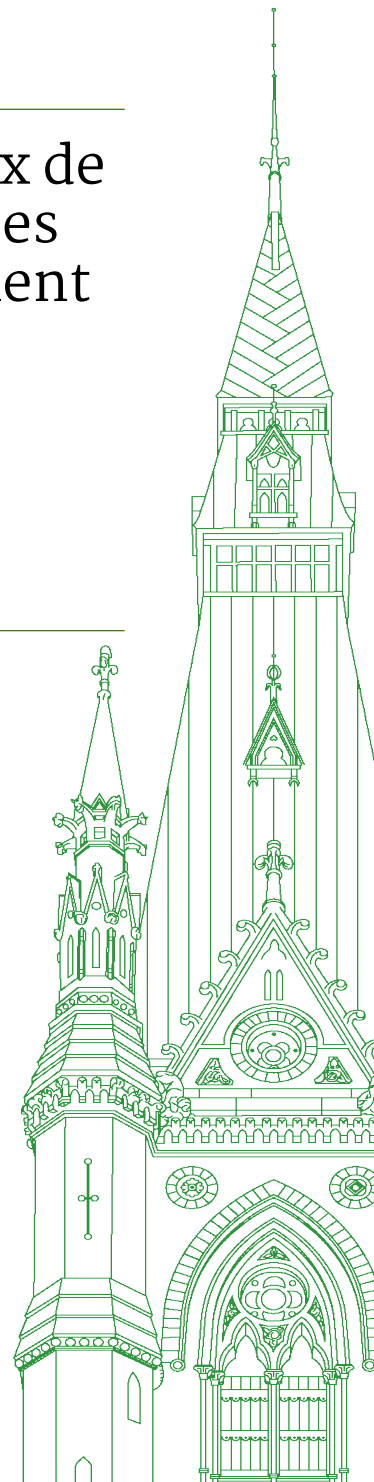
Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 013

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le mardi 21 juin 2022



Président : M. Sameer Zuberi

Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 21 juin 2022

• (1845)

[Traduction]

Le président (M. Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.)): J'aimerais remercier tous les participants de leur patience et de leur indulgence.

Comme bon nombre d'entre vous l'ont entendu dire, nous éprouvons quelques difficultés techniques. Il n'y a que nous dans la salle, et personne ne nous écoute de l'extérieur. Les témoins extérieurs que nous voulions entendre ne peuvent malheureusement pas se joindre à nous aujourd'hui. Nous tous, ici dans la salle, vivons cette réunion ensemble. Les témoignages seront consignés par écrit et rendus publics. Ce que vous dites aujourd'hui sera rendu public, alors soyez-en conscients, même si les caméras ne tournent pas pour donner accès au monde extérieur.

Afin de faire fonctionner les choses et de les pimenter un peu, nous avons essentiellement modifié notre façon de faire les choses. Nous accueillons quatre invités qui vont faire des déclarations. Nous allons poursuivre la séance comme nous l'avions prévu initialement, en accordant cinq minutes à M. Gebremariam pour la première déclaration. Nous accorderons ensuite deux minutes et demie aux autres membres du groupe d'experts: Mme Embaye, M. Werkneh et Mme Tekie Berhane.

Bienvenue à la 13^e séance du Sous-comité des droits internationaux de la personne. Nous étudions aujourd'hui la situation des droits de la personne au Tigré. Nous allons entendre ce premier groupe d'experts jusqu'à 19 h 30. Nous procéderons comme d'habitude, en permettant à chaque parti d'intervenir pendant une série de questions. En l'occurrence, il n'y aura qu'une série de questions.

Je tiens à rappeler à toutes les personnes présentes qu'elles doivent suivre les directives des autorités de santé publique et du Bureau de régulation interne pour rester en bonne santé et en sécurité.

Sans plus attendre, veuillez prendre la parole pendant cinq minutes.

M. Kidane Gebremariam (à titre personnel): Tout d'abord, je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser à vous.

Les forces de l'Éthiopie et de l'Érythrée dans la région d'Amhara, conjuguées à celles des Émirats arabes unis, de la Turquie et de l'Iran, commettent des atrocités sans précédent, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre, des viols massifs, des nettoyages ethniques et des génocides, et elles imposent notamment des blocus à la population du Tigré depuis près de deux ans, ou 19 mois pour être précis.

L'immolation cruelle et délibérée d'un membre de la dissidence tigréenne dont nous avons récemment été témoins n'est pas un incident isolé. Il s'agit simplement d'une continuation de la guerre d'extermination en cours, parrainée par le gouvernement éthiopien.

C'est une manifestation de la campagne généralisée et persistante de diffamation des Tigréens qui a été instiguée par le premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, et ses conseillers. Les Tigréens sont devenus le point de mire de la colère publique et ont été désignés par des termes incendiaires tels que « hyènes de jour », « pillleurs », « junte », « mauviettes », « cancer », « terroristes », « ennemis du peuple éthiopien », etc. Vous vous souvenez peut-être que les Tutsis au Rwanda ont été qualifiés de « cafards » et les Juifs, de « rats ». Comme l'a déclaré un envoyé de l'Union européenne, les dirigeants éthiopiens lui ont dit, lors de discussions à huis clos au début de l'année dernière, qu'ils allaient anéantir les Tigréens pendant 100 ans.

Autre exemple: Daniel Kibret, conseiller principal du premier ministre Abiy Ahmed, a prononcé plusieurs discours haineux contre les Tigréens, pendant lesquels il a déclaré à son auditoire que les Éthiopiens devaient veiller à les éliminer non seulement de la surface de la Terre, mais aussi de leur esprit et de leur conscience.

Le professeur Jan Nyssen de l'université de Gand a indiqué qu'au cours des 17 derniers mois, environ 500 000 civils, dont des enfants, sont morts par manque de nourriture et de soins de santé, le Tigré étant soumis à un blocus complet. Comme l'a indiqué le Dr Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, la situation au Tigré n'est comparable à nulle autre au monde. Il est contraire au droit international de bloquer délibérément et systématiquement l'aide humanitaire vitale, qui comprend les médicaments, la nourriture, les banques, l'eau, l'électricité, le carburant ou le gaz, ainsi que les communications téléphoniques, Internet, terrestres et aériennes.

Nous demandons au gouvernement canadien et à la communauté internationale de prendre des mesures concrètes pour mettre fin au siège de la région du Tigré en Éthiopie. Les Nations unies ont signalé qu'il y a là-bas une grave pénurie de nourriture et de fournitures humanitaires, en raison de la guerre et du blocus, et que plus de 90 % de la population a un besoin de recevoir de l'aide de toute urgence.

Nous présentons à vous tous les demandes suivantes.

Tout d'abord, cessez de financer le gouvernement éthiopien, car les fonds liés à l'aide au développement sont utilisés pour commettre un génocide contre le peuple du Tigré.

Deuxièmement, soutenez l'enquête indépendante lancée par l'équipe du Comité des droits de l'homme des Nations unies qui porte sur les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, la violence fondée sur le sexe, le génocide et le nettoyage ethnique commis contre le peuple du Tigré.

• (1850)

Troisièmement, reconnaissez la guerre contre le Tigré pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un génocide.

Quatrièmement, demandez la levée immédiate du blocus et la fin du siège du Tigré.

Cinquièmement, soutenez notre proposition d'immigration et offrez un accès à l'immigration aux Tigréens qui souffrent dans des camps de réfugiés et sont actuellement apatrides dans le monde entier. Particulièrement au Soudan, ils sont plus de 60 000 à se trouver dans cette situation.

Sixièmement, exercez des pressions sur le gouvernement éthiopien afin qu'il libère les Tigréens qui se trouvent à l'extérieur de la région du Tigré et qui souffrent et meurent dans des centres de détention et des camps de concentration.

Enfin, nous demandons des rencontres avec l'honorable ministre des Affaires étrangères Melanie Joly et le très honorable premier ministre Justin Trudeau.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Gebremariam. Votre exposé était très lapidaire et concis. Nous avons entendu vos recommandations.

Madame Embaye, vous avez la parole pendant deux minutes et demie.

Mme Feben Embaye (à titre personnel): Bonjour. Je m'appelle Feben. Je vous remercie de nous accueillir parmi vous. Je vais vous parler de la violence fondée sur le sexe qui sévit dans le Tigré.

Le génocide du Tigré dure depuis près de 600 jours, et le viol est toujours utilisé comme une arme de guerre contre les femmes et les enfants du Tigré, afin de les démoraliser et de les traumatiser. Plus de 128 000 filles et femmes ont été violées au Tigré. Ce chiffre est communiqué extrêmement rarement en raison de la stigmatisation et de l'accès limité au Tigré.

La violence sexuelle est une façon très systématique de procéder à une purification ethnique. Ces agresseurs ont dit à leurs victimes que leur objectif était de les purifier et de les empêcher de concevoir de futures générations de Tigréens. Les femmes subissent des actes barbares de torture sexuelle dans le but de les stériliser contre leur gré, ce qui signifie que ces femmes seront physiquement incapables de concevoir de futurs enfants. De nombreux rapports en font état. Par exemple, un chirurgien d'Adigrat, une ville du Tigré, a retiré du vagin de ces femmes des pierres et des clous qui avaient été insérés par des soldats érythréens et éthiopiens. Ces actes visent à garantir que ces blessures entraîneront des dommages permanents et que ces femmes ne pourront plus avoir d'enfants.

Un grand nombre de nos femmes sont également droguées et enlevées par des soldats et contraintes à l'esclavage sexuel ou amenées dans d'autres lieux. Dans le journal *The Telegraph*, on peut lire l'histoire d'une femme, Selam, et de 17 autres femmes qui ont été enlevées par des soldats érythréens. Ils les ont emmenées dans une forêt où 100 soldats les attendaient. Ils ont ligoté leurs mains et leurs jambes à des arbres, et ils ont commencé à les violer pendant trois jours.

Il y a beaucoup d'histoires comme celle-ci. Des femmes sont également agressées sexuellement par des soldats séropositifs. L'objectif est de contaminer ces femmes pour qu'elles le transmettent à

leurs enfants et que les générations futures soient infectées par le VIH.

Ces actes pervers de violence sexuelle sont destinés à les détruire non seulement physiquement, mais aussi psychologiquement. Un très grand nombre de soldats obligent des membres d'une famille à violer d'autres membres de leur famille, sous la menace d'une arme à feu. S'ils refusent, ils sont tués par balle. On connaît aussi l'histoire d'un grand-père à qui on a ordonné de violer sa petite-fille. Lorsqu'il a refusé de le faire, les soldats ont agressé sexuellement sa petite-fille, puis lui ont tiré des balles dans les bras et les jambes.

J'ai mentionné tout cela pour vous indiquer que la violence sexuelle est une façon très systématique de procéder à une purification ethnique et un moyen de torturer psychologiquement et physiquement ces femmes. Je tiens simplement à préciser que ces crimes se produisent toujours plus d'un an et demi après avoir commencé. Nous approchons de la barre des deux ans.

C'est tout. Merci beaucoup.

• (1855)

Le président: Je vous remercie, madame Embaye, de nous communiquer ces vérités très importantes sur ce qui advient des femmes du Tigré.

Continuons d'entendre des témoignages, dont celui de M. Werkneh.

M. Gugsä Werkneh (à titre personnel): Je vous remercie de m'avoir invité à comparaître devant le Comité et de me donner l'occasion de vous parler du siège du Tigré.

Avant de parler de la situation au Tigré, je tiens à souligner que le gouvernement éthiopien a agi de manière intentionnelle et délibérée et d'une façon très planifiée. Tout d'abord, il y a environ 19 mois, 5 acteurs différents ont planifié la destruction des infrastructures du Tigré, et un siège de 360 degrés a été mis en place partout. Ce siège est assuré par le gouvernement éthiopien, la milice Amhara, le gouvernement érythréen, le gouvernement somalien, les Émirats arabes unis et la Turquie. Tous ont agi de la même manière en vue de détruire toutes les infrastructures du Tigré — il n'y a plus de communications, de banques, d'électricité, d'eau et de moyens de transport. Si cela se produisait ici, pouvez-vous imaginer combien de temps nous pourrions survivre ici, au Canada, sans moyen de transport et sans téléphone pour communiquer avec nos proches?

Le siège du Tigré boycotte tout. Premièrement, ils ont tout détruit: les hôpitaux, les écoles et l'électricité. Que s'est-il passé? Ensuite, ils ont bloqué toutes les banques, de sorte qu'il n'y a pas d'argent, pas de transactions au Tigré, pas de carburant et pas d'électricité. Cela fait 19 mois qu'au Canada, nous sommes sans nouvelles de nos familles, qu'elles soient vivantes ou non. Mes amis disent que, compte tenu de toutes les agressions qui ont eu lieu, nous ne savons pas s'ils ont survécu à cela. Personne ne le sait.

Pouvez-vous parler de cela dans vos foyers, au Canada?

Dans l'état actuel des choses, il n'y a pas de médicaments parce que tous les hôpitaux ont été détruits. Des gens meurent — des diabétiques parce qu'il n'y a pas de médicaments, et des personnes atteintes du cancer parce qu'elles ne reçoivent plus de traitement. Plus de 2 000 femmes ont été victimes d'agressions sexuelles. Certaines d'entre elles vivent une grossesse non désirée.

Permettez-moi de mettre en perspective la question des banques, par exemple. Cela ne se produit pas seulement au Tigré. Les comptes bancaires de tous les Tigréens hors du Tigré sont bloqués, même s'ils vivent en Éthiopie, et ils ne peuvent pas envoyer d'argent aux autres. Premièrement, il n'y a aucun moyen d'envoyer de l'argent là-bas et, deuxièmement, tous ceux qui se trouvent à l'extérieur du Tigré n'ont pas accès à leurs comptes bancaires. Nous ne parlons pas seulement des pauvres qui souffrent. Si vous y réfléchissez, ceux qui avaient des revenus moyens, une voiture, une maison et, au moins, une vie décente, mendient en ce moment. Même s'ils mendient, leurs voisins mendient aussi. Il n'y a pas d'aide là-bas. La région ne reçoit pas la moindre aide humanitaire.

J'aimerais pouvoir vous envoyer l'une des photos qui sont stockées dans mon téléphone pour vous montrer comment les enfants sont touchés par ce siège. Ces enfants sont atteints de toutes sortes de maladies. Certaines sont graves et d'autres sont très faciles à soigner, mais ils ne peuvent recevoir aucune aide.

Des médecins meurent. Des médecins mendient dans la rue juste pour vivre. Nous ne parlons donc pas de ceux qui sont dans la zone marginalisée. Nous parlons des personnes qui ont même un revenu plus élevé, parce qu'elles n'ont pas accès à leurs comptes bancaires.

Il n'y a pas de carburant. Par exemple, si vous suivez les actualités, vous savez que le représentant des Nations unies au Tigré a déclaré que la situation était horrible. C'est impensable. Comme nous vivons au XXI^e siècle, je ne crois pas que les êtres humains ou les membres de la société aient déjà vécu ce que le Tigré vit actuellement.

• (1900)

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Werkneh.

Nous passerons bientôt aux séries de questions, et nous vous demanderons de nous en dire davantage.

Madame Tekie Berhane, pouvez-vous prendre la parole pendant deux minutes et demie?

[Français]

Mme Alemash Tekie Berhane (à titre personnel): Merci, monsieur le président.

Je m'appelle Alemash. Je vous remercie de nous donner l'occasion de parler de la situation au Tigré.

Mes collègues ont pratiquement parlé de tout. De mon côté, je vais parler des enfants du Tigré, ceux qui sont encore en vie, qui ne sont pas morts. Ils n'ont plus la chance d'aller à l'école depuis presque deux ans. C'est vraiment triste.

[Traduction]

Les enfants se sont vu refuser le droit d'aller à l'école au Tigré.

[Français]

Je veux aussi parler un peu des Tigréens en Éthiopie. Parce qu'ils sont tigréens, ceux qui habitent dans la capitale, Addis Abeba, n'ont pas accès aux banques. Ils ne peuvent pas travailler. Certains ont perdu leur maison, leur travail et leur vie. La situation n'est pas due uniquement aux fermetures au Tigré. En effet, il y en a ailleurs également.

[Traduction]

Ceci est particulièrement vrai dans l'Ouest du Tigré.

[Français]

Les atrocités continuent, car ces endroits sont occupés par les militaires érythréens. Les Érythréens sont toujours là. Leur présence remonte à novembre 2020. Nous ne savons pas pourquoi le Canada ignore cette situation. Nous sommes contents de voir ce que fait le Canada pour l'Ukraine, mais pourquoi ne le fait-il pas aussi pour le Tigré, pour l'Afrique? La vie des Africains est tout aussi importante. Cela correspond aux valeurs du Canada.

Beaucoup de Tigréens sont déplacés, forcés par l'armée érythréenne et les milices amhara. Les Fanos qui ne sont pas morts, au Soudan ou dans les camps, perdent leur vie et leur maison.

Aussi, nous demandons au Canada d'ouvrir ses portes à l'immigration.

Je vous remercie.

• (1905)

Le président: Merci beaucoup, madame Tekie Berhane.

Nous allons maintenant passer à la période des questions. Les représentants de chaque parti disposeront de six minutes.

[Traduction]

Pour terminer à 19 h 30, nous accorderons six minutes par personne. Nous allons commencer par entendre la députée libérale.

Madame Vandenberg, vous avez la parole pendant six minutes.

Mme Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je voudrais tout d'abord dire — et je pense que je parle au nom de tous les membres du Comité — que nous vous sommes profondément reconnaissants de votre présence, qui vous permet de vous faire le porte-parole d'un conflit qui, pour être honnête, n'est pas suffisamment remarqué et dont nous n'entendons pas suffisamment parler. Je vous remercie particulièrement de votre témoignage, madame Embaye. Les choses que vous avez décrites — la violence sexuelle brutale que vous décrivez — sont impensables. Je vous suis très reconnaissante d'avoir pris la parole aujourd'hui.

Nous avons entendu parler des chiffres et de l'ampleur même de la crise dont nous parlons. Trois millions de personnes ont été déplacées. Vous avez mentionné que 90 % des gens ont besoin de nourriture en ce moment. Il y a des assassinats ciblés de civils, et des crimes de guerre sont commis.

Tout gouvernement a l'obligation de protéger ses civils. Dans quelle mesure le gouvernement éthiopien est-il capable — ou non — de protéger les civils?

Vous avez mentionné l'aide alimentaire. Dans quelle mesure pourrait-on faire davantage pour s'assurer que l'aide arrive dans la région et qu'elle est acheminée là où elle doit aller?

Je vais peut-être commencer par vous interroger, monsieur Gebremariam.

M. Kidane Gebremariam: Je vous remercie de votre question.

En fait, le premier ministre éthiopien a décrété une trêve humanitaire, mais ce n'est pas le cas. Vous savez, d'un côté, il a décrété une trêve humanitaire, mais de l'autre, il crée des obstacles pour que l'aide destinée au Tigré, à la région du Tigré, ne puisse pas être transportée là-bas. Par exemple, d'un côté, il autorise un petit nombre de camions, mais il n'y a pas de carburant pour transporter l'aide dans la région.

C'est un peu comme s'il utilisait la main droite pour vous montrer qu'il va vous donner quelque chose, mais il vous en prive complètement en raison du carburant. S'il n'y a pas de carburant et d'électricité, vous ne pouvez rien faire. Je pense que le gouvernement a l'habitude d'avoir recours à la manipulation pour tromper la communauté internationale. C'est ce qu'il fait, comme au tout début, lorsqu'il a nié la présence des forces armées érythréennes au Tigré. Il l'a complètement nié, en allant jusqu'à dire au directeur général des Nations unies qu'il n'y avait pas de forces érythréennes là-bas. Mais il l'a admis par la suite.

La situation est très difficile. Les habitants du Tigré ne reçoivent pas la nourriture que le programme alimentaire tente de leur fournir.

Mme Anita Vandenberg: Que peut faire de plus la communauté internationale pour garantir que l'aide destinée aux civils de la région parvient aux personnes qui en ont le plus besoin?

• (1910)

M. Kidane Gebremariam: Ce que nous demandons à la communauté internationale, y compris au gouvernement canadien, c'est de faire pression sur Abiy Ahmed, de sanctionner Abiy Ahmed. Je pense que la communauté internationale se fait utiliser, leurrer. Je suis vraiment désolé de le dire, mais les sanctions sont le seul moyen d'écouter vraiment, de tout ouvrir et de ne pas entraver l'acheminement de l'aide humanitaire. Par exemple, l'Éthiopie est l'un des principaux bénéficiaires de l'aide bilatérale du Canada. Je pense que cela doit cesser.

Merci.

Mme Anita Vandenberg: À ce sujet, si le Canada arrête d'ache-miner de l'aide à l'Éthiopie, est-ce que cela ne va pas aggraver la situation des citoyens sur le terrain?

Je pose la question à M. Werkneh.

M. Gugsu Werkneh: Je veux juste préciser, en premier lieu, que le gouvernement de l'Éthiopie a dit sans équivoque au Parlement... Il affirme qu'en 1985, il a aidé le peuple du Tigré et qu'il a perdu face au pouvoir du gouvernement central, puis que pour cette raison, il n'enverra jamais d'aide au Tigré. Il a dit sans équivoque au Parlement qu'il n'y enverra pas d'aide alimentaire. À l'heure actuelle, la pression internationale, en particulier celle des États-Unis et de l'UE, l'amène à essayer de participer aux négociations, mais il trouve beaucoup d'excuses.

Le président: Vous terminez juste à temps.

Merci, nous poursuivons avec notre prochain intervenant.

M. Viersen, du Parti conservateur, dispose de six minutes.

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Merci, monsieur le président.

Toute la situation est assez tendue, je trouve. Que faudrait-il pour la dénouer? À quoi pourrait ressembler la solution? Je comprends le désastre humanitaire qui s'observe là-bas en ce moment, mais

qu'est-ce qu'il faudrait pour résoudre le conflit général, afin qu'on puisse reconstruire le Tigré?

J'aimerais entendre d'abord la réponse de Mme Embaye, puis j'irai peut-être de l'autre côté.

Mme Feben Embaye: Je pense que le gouvernement canadien doit faire pression sur Abiy Ahmed pour le pousser à respecter ses promesses.

Nous, la principale chose qui nous préoccupe est l'aide humanitaire. Il ne peut pas y avoir de paix si les gens sont tous morts. Il doit faire pression sur Abiy Ahmed, que ce soit financièrement ou autrement, pour que l'aide puisse parvenir au Tigré afin que les habitants du Tigré puissent recevoir leurs médicaments, leur nourriture, leur eau, leurs traitements...

Je cède la parole à mon ami, monsieur Werkneh.

M. Gugsu Werkneh: Comme elle l'a dit, la communauté internationale doit parler d'une seule voix. Le Canada, en particulier, est très en retrait comparativement aux autres pays. D'après ce que j'ai compris, la stratégie du Canada est d'être sur le siège avant ou du côté du conducteur. Dans ce cas-ci, il est complètement sur la touche.

La communauté internationale doit parler d'une seule voix, à l'unisson. Assez, c'est assez. Il est déjà trop tard, puisqu'en ce moment même, il y a des gens qui meurent chaque minute.

Merci.

M. Kidane Gebremariam: Pour ajouter à cela, je crois comprendre le sens de votre question. Vous vous demandez quelle est la solution. Y a-t-il une solution possible?

Je pense que le gouvernement du Tigré est prêt pour la paix, mais qu'Abiy Ahmed n'est pas prêt, parce qu'il le dit, et que le gouvernement de l'Érythrée passe en deuxième, donc il n'y aura pas de paix. Je pense qu'il y a deux solutions possibles, mais bien sûr, l'essentiel est qu'il y ait une résolution, une résolution pacifique. Le gouvernement du Tigré est prêt pour la paix. Abiy Ahmed parle de paix, mais fait autre chose. Il achète des armes. Tout le financement que lui accorde le gouvernement du Canada, il l'utilise pour acheter des armes. C'est la dynamique. C'est ce que la communauté internationale doit comprendre.

Le gouvernement de l'Éthiopie n'est pas prêt pour la paix, mais je pense que la résolution finale doit passer par la paix, par une table ronde. Je comprends qu'il y a une initiative en cours, mais je ne pense pas qu'il soit prêt pour la paix. C'est là le problème. Je pense que pour qu'il soit prêt pour la paix, il doit y avoir des pressions de la part de la communauté internationale, y compris du Canada.

Merci.

• (1915)

Mme Alemash Tekie Berhane: La seule chose que je veux ajouter, c'est que les troupes érythréennes occupent toujours une partie du Tigré et qu'elles doivent quitter le Tigré. La communauté internationale doit faire pression sur le pays. Les gens savent que ces troupes sont là.

Elles doivent partir parce qu'elles continuent de commettre des atrocités sur les Tigréens.

Merci.

M. Gugsu Werkneh: Puis-je vous poser une simple question pour alimenter vos réflexions? Savez-vous qu'à l'heure actuelle, le premier ministre éthiopien est en train de construire un palais de 49 milliards de dollars? En ce moment, avec son budget de 49 milliards de dollars, il construit un nouveau palais.

M. Arnold Viersen: Pour autant que je sache, le gouvernement a instauré une trêve humanitaire. D'où vient l'aide humanitaire? Vient-elle du gouvernement éthiopien ou de l'ONU? De quelle direction vers le Tigré proviendra-t-elle? Passera-t-elle par l'Érythrée ou par l'Éthiopie?

M. Kidane Gebremariam: La nourriture est acheminée par la région d'Afar, depuis Addis Ababa jusqu'à la région d'Afar. Le président de la région d'Afar est un bon ami d'Abiy Ahmed. Ils collaborent l'un avec l'autre pour ne pas livrer la nourriture. C'est une sorte de tentative délibérée de ne pas nourrir la population.

Ils ont essayé les balles. Ils ont essayé la guerre, mais ils ne sont pas parvenus à leurs fins. Ils utilisent maintenant la nourriture comme arme de guerre. Ils utilisent la famine comme arme de guerre.

La nourriture est acheminée de la ville de Semera en Afar, jusqu'à Mekelle. Malgré toutes les difficultés, malgré de nombreuses vérifications à Mekelle, la nourriture ne peut pas être transportée vers les personnes qui en ont vraiment besoin à cause du manque de carburant.

Merci.

Le président: Merci.

Nous passerons à notre troisième intervenant.

[Français]

Notre collègue du Bloc québécois, M. Trudel, a la parole pour six minutes.

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Je remercie infiniment les témoins d'être ici et de nous avoir fait part de témoignages très touchants.

Au profit des membres du Comité et des groupes qui assistent à la réunion ce soir, je veux nommer le Tigray Community Montreal, United Tegar Canada et Justice for Tigray, dont les représentants sont dans l'assemblée.

On a beaucoup parlé de la situation terrible dans la région du Tigré. On parle de 2 millions à 3 millions de réfugiés ayant fui le Tigré. Pouvez-vous nous parler de la situation dans les camps de réfugiés en ce moment?

• (1920)

[Traduction]

Mme Feben Embaye: La situation n'est guère mieux dans les camps de réfugiés. C'est la misère là aussi. Les camps sont extrêmement surpeuplés.

Le nombre de réfugiés au Soudan se situe entre 60 000 et 80 000, et cela comprend des enfants qui ont été séparés de leur famille pour échapper à la guerre. Il y a très peu de médicaments, même au Soudan. Il y a toujours des inondations. Les tentes du HCR ont été emportées par la boue. La nourriture se fait rare. Les gens reçoivent peut-être un litre d'huile et aucune protéine. Je pense qu'on leur donne une sorte de poudre. C'est vraiment très peu de nourriture.

La situation au Soudan est également très grave. Les gens y meurent de maladies qui sont facilement traitées en Occident, comme l'asthme et le diabète. Ils n'ont pas non plus accès à des médicaments pour la tension artérielle ou d'autres choses du genre au Soudan. La situation y est catastrophique. Elle n'est guère meilleure.

C'est pourquoi nous faisons pression pour que le Canada autorise les réfugiés tigréens du Soudan et d'ailleurs à venir au Canada, comme il l'a fait pour les Ukrainiens et les Syriens.

Je peux laisser la parole à mes collègues.

M. Gugsu Werkneh: Comme vous l'avez dit, la situation est telle qu'il n'y a pas de traitement. Il n'y a aucune possibilité.

Le plus gros problème n'est pas seulement la nourriture et les médicaments. C'est le traumatisme, parce qu'il n'y a pas de professionnels pour traiter les traumatismes. La plupart des enfants y sont séparés de leur mère et de leur père. Ce sont des enfants, et ils ont vu leur mère et leur père se faire tuer sous leurs yeux. Ils ont traversé l'épreuve du désert, sans rien ni personne vers qui se tourner. C'est vraiment incroyable, comme vous pouvez le comprendre, ou comme vous pouvez l'imaginer, surtout de ce point de vue.

Nous avons présenté la situation aux gens des affaires étrangères. Ils nous ont promis de nous confier à Immigration Canada. Cela fait plus d'un an, et nous n'avons toujours aucune nouvelle. Nous n'avons reçu d'appel de personne. Nous avons présenté la situation à trois reprises, et rien ne s'est produit.

Parfois, on se dit: « Est-ce le Canada que je connais? » On en vient à avoir ces réflexions. Est-ce bien le Canada que je connais? Est-ce bien le Canada où je vis? On en arrive à avoir ce genre de pensées. La façon dont je suis traité ici constitue-t-elle une inégalité ou une iniquité? Est-ce vraiment vrai, ou y a-t-il quelque chose qui ne va pas?

Cela semble parfois incroyable, pour être honnête.

Merci.

M. Kidane Gebremariam: Je trouve la crise des réfugiés tigréens tellement épouvantable. La plupart d'entre eux, comme l'a dit ma collègue, se trouvent au Soudan, où ils ont abouti après un voyage horrible. Ils ont subi des traumatismes. C'est pourquoi nous avons une association pour l'immigration tigréenne au Canada, qui a fait des propositions au ministre de l'Immigration. Malheureusement, cela fait plus de deux mois, et nous n'avons toujours aucune nouvelle à ce sujet.

C'est pourquoi nous vous demandons de nous aider, pour que nous puissions avoir accès aux mêmes ressources que celles qui ont été offertes aux Syriens, aux Afghans et aux Ukrainiens. Il doit y avoir égalité des chances, parce que nous sommes canadiens. Nous payons de l'impôt et nous méritons le même genre de traitement.

Je suis heureux de tout ce que le Canada a fait pour les Syriens, les Afghans et les Ukrainiens. Nous lui en sommes vraiment reconnaissants, mais pourquoi n'est-ce pas la même chose pour les Tigréens, qui souffrent vraiment?

• (1925)

Le président: Pourrions-nous simplement vous demander de conclure?

[Français]

Vous disposez d'environ 20 secondes.

[Traduction]

Mme Alemash Tekie Berhane: La seule chose que je voudrais ajouter, c'est que depuis au moins deux mois, ils n'ont reçu aucune aide alimentaire, de sorte que la communauté tigréenne a dû faire des dons pour les aider à survivre. Je voulais juste le préciser.

Merci.

Le président: Je vous remercie.

À titre d'information, nous attendons l'arrivée d'un témoin pour la deuxième heure. S'il n'arrive pas, nous continuerons le deuxième tour. Ceux qui devaient intervenir au deuxième tour auront peut-être l'occasion de le faire.

Pour clore le premier tour, je donne la parole à Mme McPherson, du NPD.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, je veux vous dire merci beaucoup. Vous êtes venus ici ce soir dans l'espoir d'appuyer votre communauté et les témoins que nous avions prévu entendre. Après avoir entendu votre témoignage, je peux dire que nous n'aurions pas pu avoir de meilleurs témoins que vous si nous l'avions planifié. Votre exposé des préoccupations de votre communauté et de ce qui se passe au Tigré est vraiment extraordinaire. Votre communauté a de quoi être très fière de la façon dont vous la représentez. C'est vraiment impressionnant, et je vous en remercie.

Merci d'être si clairs. J'ai pris tellement de notes, je sais exactement quelles sont les prochaines étapes à suivre, grâce à votre témoignage. Nous devons examiner sérieusement l'aide bilatérale du Canada à l'Éthiopie. Nous savons que l'Éthiopie est l'un de nos plus grands bénéficiaires d'aide bilatérale.

En 2021, j'ai écrit à la ministre Gould à l'époque pour lui dire que nous devons cesser d'envoyer de l'aide humanitaire à l'Éthiopie jusqu'à ce que nous puissions garantir que cette aide soit utilisée pour tous les citoyens. C'est fondamental. Si l'aide n'est pas utilisée pour dénouer la crise, mais plutôt pour alimenter la crise, comme vous le dites, c'est très grave.

Il y a aussi le problème de la violence sexuelle. Lorsque vous me racontez ces histoires de violence sexuelle perpétrée contre les femmes tigréennes, je peux vous dire que mes collègues et moi en avons la chair de poule. Il est horripilant d'entendre que cela arrive à des femmes dans le monde.

C'est par là que j'aimerais commencer. D'après ce que vous avez entendu et ce que vous savez, pouvez-vous nous expliquer les crimes de guerre et comment cela est utilisé? Je ne veux pas que vous vous sentiez obligés d'être explicites, c'est de la situation dont nous devons entendre parler davantage. Nous devons entendre comment les femmes sont ciblées. Les femmes sont utilisées comme victimes de crimes de guerre, et j'aimerais vous donner un peu plus d'espace pour nous l'expliquer, si possible.

Mme Feben Embaye: Merci.

Ce qui est épouvantable dans cette histoire, c'est que ce ne sont pas que les femmes qui sont ciblées, de très jeunes enfants le sont aussi. Il existe des preuves documentaires de viols d'enfants âgés de huit ans seulement. Il ne s'agit pas seulement de jeunes filles. Des religieuses sont également violées. Les soldats entrent dans les maisons ou les églises et attaquent de très jeunes enfants. Ils attaquent les membres de l'église et du clergé. Tout cela est très psycholo-

gique. Il n'y a pas que l'aspect physique que je veux souligner. C'est très psychologique. Ces gens sont utilisés pour briser le moral du peuple tigréen. Ils voient des religieuses se faire violer. La religion est très importante pour le peuple tigréen, alors quand ils voient cela, cela leur casse le moral.

Comme je l'ai mentionné, il y a tant d'histoires de jeunes femmes et de filles, et même de femmes très âgées, qui se font violer par ces soldats et utiliser comme esclaves sexuelles. Il y a tant de récits de femmes enlevées à leur foyer. Les soldats entrent dans des maisons ordinaires, où ils tuent les hommes et enlèvent les femmes. Ils les emmènent en région éloignée pour les utiliser comme esclaves sexuelles. Il y a des histoires — je m'excuse, parce que c'est très explicite, mais il est très important que ces histoires soient racontées — de femmes qui sont si grièvement violées que leur moelle épinière est blessée. Elles sont jetées comme des ordures à la rue, paralysées. Elles ne peuvent plus bouger. Elles ne peuvent rien faire à moins d'être trouvées par quelqu'un qui traverse la rue.

Il y a des femmes qui souffrent de blessures de longue durée. Elles ont du mal à uriner. Elles ont des problèmes rectaux, parce que des objets ont été insérés en elles. C'est vraiment horrible. C'est très explicite. C'est très barbare. C'est le quotidien des femmes tigréennes. Elles n'ont pas de médicaments non plus. Beaucoup d'entre elles sont évidemment fécondées. L'avortement n'est pas une option, puisque les médecins ne peuvent pas travailler. L'un d'entre eux a mentionné que les médecins sont eux-mêmes en train de mourir — ils sont affamés. Ces femmes n'ont pas accès à des médicaments. Elles n'ont pas d'antiviraux pour se protéger de choses comme le VIH.

Merci.

• (1930)

Mme Heather McPherson: C'est un témoignage qui me confirme les traumatismes que l'on nous a déjà exposés et la nécessité pour le Canada d'appuyer les Tigréens dans ce processus de guérison qui exigera beaucoup de temps. Le Canada s'est donné une politique d'aide internationale féministe. À mes yeux, nous ne pouvons pas nous targuer d'avoir une politique d'aide internationale féministe tout en offrant une assistance bilatérale à un pays qui commet de telles atrocités.

Selon moi, il importe d'abord et avant tout de s'assurer que ces corridors humanitaires sont ouverts afin que l'aide — aussi bien médicale qu'alimentaire — puisse se rendre de toute urgence jusqu'aux Tigréens. Comme la crise alimentaire qui frappe l'Ukraine et le reste du monde va malheureusement avoir des répercussions en Éthiopie, nous devons agir sans tarder. Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration doit veiller à aménager une passerelle pour la venue des Tigréens au Canada. J'ai très bien entendu vos revendications. Il faut que l'on nous indique que les Tigréens pourront venir ici, de la même manière que nous l'avons fait aussi bien pour les Ukrainiens que pour les Afghans et les Syriens.

Y aurait-il d'autres éléments que vous voudriez porter à notre attention avant que nous terminions ce premier tour de questions?

Peut-être pourrions-nous d'abord entendre Mme Berhane.

Mme Alemash Tekie Berhane: Il y a le système de communication... tout est bloqué. Je ne sais même pas si ma mère est toujours vivante. Cela fait presque deux ans que je n'ai pas eu de ses nouvelles.

Mme Heather McPherson: Je suis vraiment désolée. Ça doit être tellement difficile.

Mme Alemash Tekie Berhane: Il n'y a pas de services téléphoniques, et pas non plus de banques.

Mme Heather McPherson: Je vous remercie.

Le président: Merci pour ce témoignage extrêmement poignant. Nous espérons que votre mère et toute votre famille se portent bien — et nous souhaitons en fait la même chose à toutes vos familles.

Nous allons maintenant nous arrêter quelques minutes. Nous avons d'autres témoins qui devaient participer via Zoom. Nous allons plutôt leur permettre de se connecter par téléphone. Nous vous demandons à tous de maintenir le volume à son niveau actuel — c'est-à-dire très bas — parce que nous devons effectuer un test. Si ce test est concluant, nous allons poursuivre avec ces témoins par téléphone. Les autres peuvent toutefois rester avec nous; ils ne sont pas tenus de se déplacer.

C'est ce que nous allons faire à l'instant. Je vous demande de ne pas hausser le ton pendant les deux prochaines minutes. Nous interrompons nos travaux.

• (1930) _____ (Pause) _____

• (1935)

Le président: Nous allons continuer avec les témoins ici présents. Merci d'être restés des nôtres.

Nous allons faire un second et dernier tour de questions où chacun aura droit à quatre minutes. La qualité du son n'était malheureusement pas suffisamment bonne avec les témoins que nous essayions de rejoindre par téléphone. Nous allons donc poursuivre avec ceux qui sont ici.

Je retourne du côté du Parti libéral.

Monsieur Sidhu, vous avez quatre minutes.

M. Maninder Sidhu (Brampton-Est, Lib.): Merci, monsieur le président

Je veux remercier tous les témoins. Nous avons entendu des récits vraiment atroces sur le sort réservé à des familles, à de jeunes enfants, à des femmes et, surtout, à des filles. Des témoignages aussi saisissants devraient tous nous inciter à vraiment réfléchir à ce que l'on entend par humanité et à ce que nous pouvons faire comme pays et individuellement en tant que Canadiens.

Je tiens à exprimer ma profonde sympathie et mes sincères condoléances à toute votre communauté. Sachez que nous sommes de tout cœur avec vous.

D'après ce que je puis comprendre, c'est un conflit qui est fort complexe, et j'essaie d'imaginer la suite des choses. J'aimerais que nos témoins puissent nous en dire plus long sur la façon dont ils entrevoient une véritable sortie de crise. Quel rôle revient dans ce contexte à la communauté internationale, qu'il s'agisse du Canada, des États-Unis ou des Nations unies? Je ne sais pas si vous pourriez nous en dire davantage sur la manière dont ce conflit pourrait se régler.

Tous nos témoins au téléphone peuvent également répondre.

Le président: Les témoins ici présents sont aussi les bienvenus.

Vous avez environ trois minutes.

Mme Feben Embaye: J'ai obtenu des informations auprès de certains des témoins qui devaient comparaître également. Comme c'est une question à laquelle ils auraient été les mieux à même de répondre, je peux vous expliquer comment pourrait se traduire l'aide de la communauté internationale, et plus précisément du Canada.

Nous devons demander au gouvernement du Canada d'exhorter le gouvernement éthiopien à assurer immédiatement un accès sûr, durable et sans entrave à l'aide humanitaire dans toutes les régions du Tigré.

Votre comité devrait demander au gouvernement du Canada d'exhorter le gouvernement éthiopien à rétablir sur-le-champ les services de base, y compris les banques, les communications et l'électricité, dans le Tigré, et d'imposer à l'Éthiopie et à l'Érythrée un embargo complet sur les armes, les munitions et l'équipement militaire pour ce qui concerne l'approvisionnement direct et indirect ainsi que la vente et le transfert, y compris l'expédition et les transbordements.

Il faut également aider la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie des Nations unies à s'acquitter du mandat que lui confère la résolution du Conseil des droits de l'homme S-33/1 de 2021, y compris la poursuite des enquêtes et des rapports annuels à présenter...

Le président: Puis-je vous demander de ralentir? Il y a un travail d'interprétation qui doit se faire.

Mme Feben Embaye: Oui, je suis vraiment désolée.

Votre comité devrait en outre demander au gouvernement du Canada de presser le gouvernement éthiopien à coopérer pleinement avec la Commission et à offrir aux experts un accès complet à la région afin qu'ils puissent accomplir leur travail conformément à leur mandat.

Il convient aussi d'exhorter le gouvernement de l'Éthiopie à permettre aux agences humanitaires internationales indépendantes d'avoir accès à tous les lieux de détention, officiels ou non, et ce, sans exigence de préavis.

Enfin, il faut contribuer à la mise en place de mécanismes et de systèmes de surveillance efficaces et indépendants permettant de s'assurer que l'aide offerte n'est pas détournée ou bloquée à l'extérieur du Tigré, et mettre sur pied un groupe de travail dont les efforts coordonnés guideront la conception de programmes adaptés aux défis et aux besoins propres au Tigré, et prévoyant des rapports réguliers sur la situation humanitaire dans cette région du monde.

Je vous remercie.

M. Maninder Sidhu: Merci pour ces recommandations.

Je ne sais pas s'il y a quelqu'un au téléphone qui voudrait...

Le président: Nous avons seulement accès aux témoins présents dans la salle.

M. Maninder Sidhu: Vous venez de nous soumettre une liste impressionnante de recommandations dont vous souhaiteriez voir la mise en œuvre, notamment pour ce qui est des banques, des télécommunications et du travail humanitaire.

Quelles seraient vos trois grandes priorités? Les membres du Comité auraient ainsi une meilleure idée des actions que vous jugez les plus urgentes.

Mme Feben Embaye: Je dirais que la grande priorité serait l'accès à l'aide humanitaire au Tigré, car, sans cela, nous allons continuer de voir les victimes s'accumuler jour après jour. S'il y avait donc un seul élément à prioriser, ce serait sans l'ombre d'un doute celui-là. Il faut que nous ayons immédiatement accès à l'aide humanitaire au Tigré.

Le président: Merci pour cet échange, madame Embaye et monsieur Sidhu. C'était tout à fait pertinent et très instructif.

Nous passons à M. Viersen du Parti conservateur. Vous avez quatre minutes.

• (1940)

M. Arnold Viersen: Merci, monsieur le président.

J'essaie encore une fois d'en revenir à l'histoire, ce fil du temps que nous parcourons tous ensemble. Il semblerait que ce conflit ait éclaté au début de 2020. Une série d'événements sont à l'origine de la situation actuelle.

Que faudrait-il faire pour nous attaquer aux causes sous-jacentes de ce conflit? Il me semble que ce soit la chose à faire, parallèlement aux mesures urgentes à prendre en réponse à la crise humanitaire actuelle, comme l'envoi de vivres et l'assistance à offrir. Peut-être pourriez-vous nous dire quelle serait, du point de vue des Tigréens, la façon de rétablir la situation à l'échelle locale.

Je vais d'abord demander à M. Gebremariam de répondre.

M. Kidane Gebremariam: Pour que l'on puisse mettre fin à cette crise, cette guerre génocidaire, je pense que la première chose à faire, du point de vue du gouvernement tigréen, serait que l'on mette un terme au siège et au blocus. Imaginez un instant si certains d'entre nous au Canada n'avaient pas accès à des services bancaires, à des services téléphoniques...

M. Arnold Viersen: Était-ce déjà ainsi avant mai 2020?

M. Kidane Gebremariam: J'y arrive.

Je pense que c'est en fait Abiy Ahmed qui a tenté de retarder les élections en Éthiopie. Il s'est alors servi de la COVID-19 comme excuse. Il semblerait qu'il y avait moins de 100 personnes infectées au pays, mais il a utilisé ce prétexte en exploitant la situation de telle sorte qu'aucune élection ne puisse être tenue, ce qui lui aurait laissé du temps pour consolider son pouvoir. C'est ce qu'il a voulu faire.

Cependant, les gens du Tigré ont fait valoir que la constitution exigeait la tenue d'une élection à l'intérieur d'un délai de cinq ans. La région du Tigré est donc allée de l'avant avec une élection démocratique. C'était le point de départ, puis Abiy Ahmed s'est servi de son pouvoir pour bloquer toute aide et tout budget destinés à la région du Tigré. Il a interdit tout investissement au Tigré. Il a même refusé l'accès à des masques. Il n'était pas permis pour les gens du Tigré d'en avoir.

C'est alors que l'invasion de criquets a frappé. Ahmed s'est aussi servi du fait que les gens du Tigré n'avaient pas accès à des services dans ce contexte. Il s'était préparé dès le tout début à soumettre et à bafouer les Tigréens, car leur région était très...

Je pense que je vais m'arrêter là. Merci.

Le président: Vous pouvez aller au bout de votre idée.

M. Arnold Viersen : *[Inaudible]*

Le président: Nous sommes arrivés à la fin du temps qui vous était alloué, monsieur Viersen, mais je vous remercie.

Si vous êtes en train d'exprimer un point de vue, n'hésitez pas à conclure.

[Français]

M. Trudel, du Bloc québécois, a maintenant la parole.

M. Denis Trudel: Merci, monsieur le président.

En ce moment, de l'aide humanitaire est envoyée en Éthiopie, mais, le grand problème, c'est qu'elle ne se rend pas au Tigré. Pensez-vous que ce serait une bonne idée que le gouvernement du Canada impose des conditions au gouvernement éthiopien en ce qui touche l'aide humanitaire? On pourrait, par exemple, mettre en place des mécanismes pour s'assurer que l'aide se rend au Tigré, quitte à envoyer sur place des soldats, une force visant à s'assurer que l'aide humanitaire se rend.

Pensez-vous que ce serait une bonne idée que le Canada impose des conditions?

[Traduction]

M. Gugsu Werkneh: Permettez-moi de répondre à cette question.

Je voudrais vous donner une idée de la façon dont les choses se passent avec l'aide alimentaire. Elle arrive à Djibouti d'où elle est acheminée directement vers la région d'Afar. De la frontière de cette région jusqu'au Tigré, il y a environ 400 kilomètres. Sur cette distance de 400 kilomètres, il faut franchir neuf points de contrôle. Le même camion doit se prêter à l'exercice à neuf reprises.

À ces points de contrôle, il n'y a ni procédures ni systèmes. On s'en remet à ceux qui sont volontaires pour effectuer ce travail. Pour qu'un camion puisse se rendre de la frontière à Djibouti jusqu'au Tigré, il faut compter un mois. Il arrive qu'un camion ne soit pas autorisé à passer. Tout dépend de la volonté du gouvernement qui peut invoquer toutes sortes d'excuses. C'est seulement la première étape à franchir.

Une fois au Tigré, il n'y a plus de carburant. Les camions n'en reçoivent que pour un trajet. À Mekele, la capitale située au sud-ouest du pays, il y a 60 000 tonnes métriques de nourriture. Celle-ci ne peut pas être distribuée au reste de la région, parce qu'il n'y a pas de carburant. La plupart des ponts et des routes ont été détruits, et ce, de façon totalement délibérée par les militaires érythréens. La situation est donc problématique à bien des égards.

Qu'attendons-nous du Canada? Pour vous donner une idée, le Conseil de sécurité des Nations unies a inscrit la question tigréenne à son ordre du jour à 14 reprises. Dans la presque totalité des cas, les Chinois et les Russes ont fait obstacle à cette initiative, et ce, de façon très flagrante. On peut ainsi voir très clairement qui appuie Abiy Ahmed et qui ne le soutient pas. Il y a tout un équilibre politique qui est en jeu.

Où se situe le Canada? Qu'attendons-nous de lui? Nous espérons retrouver le Canada aux premières lignes, tout au moins pour les occasions semblables à ces 14 cas dont j'ai parlé, mais ce n'est pas ce que nous constatons.

• (1945)

[Français]

M. Denis Trudel: Il me reste 40 secondes de temps de parole.

J'aimerais terminer en vous posant la question suivante. Si M. Trudeau était ici ce soir, quel message voudriez-vous lui adresser?

[Traduction]

Le président: Je dois vous interrompre un instant, car la sonnerie se fait entendre. Est-ce que quelqu'un sait combien de temps durera cette sonnerie?

Est-ce que ça va? Nous allons poursuivre. Il reste encore une minute.

Je suis désolé pour l'interruption. C'est la procédure parlementaire.

[Français]

M. Denis Trudel: Je vais répéter ma question.

Si M. Trudeau était devant vous, s'il participait à la réunion de ce soir, que voudriez-vous lui dire?

[Traduction]

M. Kidane Gebremariam: Merci pour cette question.

En fait, nous souhaiterions que le premier ministre du Canada prenne des mesures concrètes, et l'une de ces mesures consisterait à cesser de financer l'Éthiopie dans le cadre du programme d'aide bilatéral. Cette aide provenant directement des fonds publics est utilisée pour acheter des armes. Ce serait donc la première chose à faire.

Il y a bien sûr une autre piste de solution... Je ne connais pas le terme exact, mais il existe aux États-Unis une Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique. Les Américains ont cessé d'offrir du soutien en application de cette loi. Ils ont ainsi semblé avoir l'attention d'Abiy Ahmed. Je pense que si le gouvernement canadien en faisait autant, Ahmed écouterait également. Sinon, je crois qu'il s'en fiche éperdument.

Comme je l'indiquais précédemment, ce sont des actions délibérées. Il dit une chose à la communauté internationale, mais agit différemment. Il n'y a pas de communication. Il y a un blocus des communications.

Je pense que c'est la chose la plus importante. Merci.

• (1950)

Le président: Merci, monsieur Gebremariam.

La dernière à pouvoir poser ses questions sera Mme McPherson du NPD.

Mme Heather McPherson: Merci encore pour votre témoignage de ce soir. C'est un enjeu vraiment important.

Je vais poser une série de questions plus brèves, simplement pour m'assurer que certains éléments figurent au compte rendu.

J'ai rencontré Roméo Dallaire, qui, comme vous le savez sans doute, a travaillé au Rwanda pour les Forces armées canadiennes. J'ai demandé à pouvoir le rencontrer, car je voulais savoir si la situation que nous sommes à même d'observer au Tigré peut s'apparenter à celle du Rwanda. Nous avons entendu des témoignages quant à certains termes qui sont utilisés et quant à la façon dont certaines personnes sont ciblées.

Il a parlé des enfants soldats. Il est bien sûr le grand défenseur de cette cause. Il a dit que l'on avait eu recours à des enfants soldats, et que si nous voyions des exemples en ce sens dans le conflit en

Éthiopie, ce serait une bonne indication qu'un génocide est en cours ou en voie de préparation.

Est-ce que l'un de vous peut nous dire si des enfants soldats sont actuellement utilisés au Tigré?

M. Gugsu Werkneh: Je ne pourrais pas vous dire que c'est le cas, mais si cela devait arriver, je ne serais pas surpris. La raison est bien simple. Si un enfant voit sa sœur se faire tuer, sa mère se faire violer et son père se faire assassiner sous ses yeux, il devient prêt à faire absolument tout. Cela ne m'étonnerait aucunement.

Mais il n'y a pour l'instant aucune preuve indiquant que cela se produit.

M. Kidane Gebremariam: Puis-je répondre brièvement à cette question pour ajouter à ce que disait M. Werkneh?

Mme Heather McPherson: Et je parle des enfants qui seraient utilisés par le gouvernement, et non par les Tigréens.

M. Kidane Gebremariam: Oui.

Il faut dire d'abord et avant tout que les enquêteurs n'ont pas accès à la région. En l'absence d'une enquête, comment peut-on affirmer que l'on n'utilise pas d'enfants soldats? Étant donné ce blocus, c'est une possibilité qui existe. Il est probable que l'on ait effectivement recours à des enfants soldats, mais nous n'avons pas les éléments permettant de le prouver. Pour rassembler ces éléments probants, nous demandons qu'une commission mandatée par les Nations unies soit autorisée à faire enquête au Tigré, mais aussi partout en Éthiopie.

Mme Heather McPherson: C'est certainement quelque chose que nous pouvons demander en tant que parlementaires. Le gouvernement a déjà dit qu'il ne participerait pas à cet examen ou qu'il le refuserait, mais nous pourrions certainement exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il fasse cela, comme les conditions liées à l'aide bilatérale.

Je veux poser une autre question, très brièvement.

On a parlé des sociétés minières canadiennes qui sont présentes dans la région — en Érythrée, au Tigré. Pensez-vous qu'il y a un lien entre les intérêts des entreprises du Canada et l'inaction au sujet du Tigré?

M. Kidane Gebremariam: Nous pensons que c'est le cas. Sinon, pourquoi le Canada ne prend-il aucune mesure? Le Canada est connu pour son féminisme... Je veux dire que le gouvernement du Canada, le premier ministre, répète sans cesse que le gouvernement canadien est féministe. Étant donné que des milliers de femmes sont violées, pourquoi le gouvernement canadien ne prend-il pas de mesures concrètes?

Je pense que cela mènera à une enquête, une enquête concernant les intérêts étrangers, mais nous pensons que l'argent, les profits, pourraient être la raison pour laquelle le Canada n'agit pas.

• (1955)

Mme Heather McPherson: Ai-je terminé?

Le président: Nous en sommes aux derniers moments, vraiment.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup à tous les témoins d'avoir participé à la réunion. Merci également aux membres de la communauté et de la diaspora d'avoir été présents pour manifester leur appui.

Aux gens qui sont à l'arrière, nous vous remercions de votre présence et, plus encore, du temps que vous prenez pour soutenir les quatre personnes qui parlent au nom de la communauté. Votre présence est révélatrice. Le fait que vous soyez ici pour soutenir ceux qui prennent la parole en dit long sur ce qu'ils nous disent à nous tous ici. Pour cela, sachez que vos mots en disent long.

Plus encore, vous avez le vent dans les voiles. Nous avons tous entendu des collègues dire que la situation au Tigré est une question sur laquelle nous devons mieux faire la lumière. Nous avons été approchés à ce sujet. Nous vous souhaitons de la force pendant que

vous défendez votre cause. Nous vous souhaitons tout ce qu'il y a de bon.

Nous allons conclure cette partie et suspendre la séance pour cinq minutes. Nous allons poursuivre la séance à huis clos pour nous occuper des travaux du Comité. Nous avons cinq minutes. Je demande aux membres du Comité et au personnel de rester ici après, mais vous disposez de cinq minutes pour échanger.

Merci encore d'avoir été présents.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>